

Sommet de Bratislava : La crise des réfugiés toujours au coeur des débats

Courrier des Balkans | vendredi 16 septembre 2016

Au sommet de Bratislava, il sera question des réfugiés et de la route des Balkans. La Croatie flirte avec l'extrême droite européenne, la Slovénie suit les pas de l'Autriche... La Macédoine est un trou noir et la Serbie un cul-de-sac.

Par Ph. B. (Belgrade) et J. N. (Skopje)

L'avenir de l'Europe se jouera-t-il à la frontière entre la Bulgarie et la Turquie ? C'est en tout cas ce qu'a prédit le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, lors d'une tournée d'inspection de la barrière frontalière bulgare-turque, ce 14 septembre, en compagnie de son homologue bulgare, Boïko Borisov. Tous deux ont insisté sur l'importance de « défendre » cette frontière et demandé à la Commission européenne une aide financière de 160 millions d'euros.

Ce vendredi, à Bratislava, en Slovaquie, les Vingt-Sept — Brexit oblige, la Grande-Bretagne est absente — se retrouvent pour tenter de donner un nouvel essor à un projet européen enlisé dans des crises non résolues, dont celle des réfugiés. Il s'agit notamment pour la Commission européenne de montrer aux citoyens que l'UE répond à leurs préoccupations en matière de sécurité. « Ce que nous allons faire tant sur le contrôle des frontières extérieures que sur la défense aurait été inimaginable il y a deux ans », prévient-on à Paris. Le 6 septembre, la Pologne, la Hongrie, la Slovaquie et la République tchèque, réunies dans le groupe de Visegrád (V4) ont adopté une position commune : refuser la politique d'accueil des réfugiés et leur répartition entre pays sur base de quotas, mais aussi couper la « route des Balkans » pour protéger « l'Europe chrétienne ».

Visegrád-Zagreb

Après le scrutin législatif anticipé du 11 septembre, une Croatie très droite participera à ce sommet. Confrontée l'an dernier à la crise des réfugiés, la Croatie, membre de l'UE depuis 2013, s'inquiète de voir remonter le nombre de migrants qui arrivent à ses frontières depuis la Serbie. Il y a un an, le pays avait organisé le transit de plus de 650 000 réfugiés vers la Slovénie et l'Autriche. Mais, depuis, Zagreb s'est beaucoup rapprochée du V4, au point d'évoquer à son tour la fermeture de ses frontières. « La plupart des gouvernements du groupe de Visegrád sont réactionnaires », affirme le journaliste Toni Gabrić, rédacteur en chef du site indépendant d'informations H-Alter. « Des courants politiques proches du HDZ, grand vainqueur de ces élections, prouvent certaines affinités avec ces régimes. La Hongrie d'Orbán est leur modèle. Pour eux, se rapprocher de Visegrád revient à conclure une alliance avec l'extrême droite européenne. »

Depuis bientôt un an, la rhétorique anti-réfugiés occupe une bonne partie de l'espace public croate. « À l'époque de la crise migratoire, l'ancien Premier ministre Zoran Milanović (centre-gauche) a plus ou moins mené une politique d'accueil », explique Sara Kekuš, du Centar za mirovne studije. « Mais depuis les attaques de Paris, tout a été bouleversé. Désormais, on parle des réfugiés en termes de sécurité, et non plus de droits humains. »

Les ONG observent des renvois de plus en plus nombreux depuis l'Europe du Nord, en particulier depuis l'Allemagne, l'Autriche, la Suède et la Suisse, conformément au règlement de Dublin. Pour l'heure, environ 600 demandeurs d'asile sont hébergés en Croatie : 500 à Zagreb et 80 à Kutina, la plupart originaires de Syrie, d'Afghanistan, d'Irak, d'Iran, de Somalie ou d'Érythrée. « S'ils reçoivent

un avis négatif, ils reprennent leur route vers le Nord », explique Sara Kekuš. « Les réseaux de trafiquants sont bien organisés. Les passages clandestins vers la Slovénie et l'Italie depuis Rijeka et le Nord de l'Istrie sont plus fréquents. La police a renforcé sa surveillance. »

Un nouveau centre de transit destiné aux « migrants illégaux » a récemment ouvert ses portes à Tovarnik, dans l'Est du pays, non loin de la frontière serbe. Quant au camp de Slavonski Brod, installé en novembre 2015 et capable d'accueillir 5 000 personnes, il est vide, mais peut être rapidement réactivé. « Si nous sommes confrontés à une nouvelle crise, le dispositif sera beaucoup plus répressif », estime Sara Kekuš. « Cette fois, la Croatie est sur la défensive. »

Ljubljana-Vienne

La Slovénie voisine est sur le qui-vive, elle aussi. « Fin juillet, quelque 650 demandes d'asile ont été déposées : le double qu'avant », note Katarina Bervar Sternad, directrice du Pravno-informacijski center nevladih organizacij (PIC), à Ljubljana. « Mi-juillet, 45 demandes ont été enregistrés en une semaine. Les réfugiés arrivent de Croatie, ou bien ils ont été renvoyés en Slovénie selon le règlement de Dublin. » Depuis l'hiver 2015, la Slovénie a installé une clôture de fer barbelé (150 kilomètres) à sa frontière avec la Croatie (300 kilomètres) pour contrôler le flux migratoire... Phénomène nouveau : les arrivées en bateau. « À Koper, la police a arrêté des migrants dans un cargo venu d'Istanbul », signale Katarina Bervar Sternad.

Le gouvernement de Miro Serar, élu en 2014, ne devrait pas changer sa politique d'accueil : la Slovénie reste un pays de transit. « Des mesures implicites sont prises pour décourager les demandeurs d'asile », déplore la directrice du PIC. « La procédure est prolongée, les droits à l'intégration se réduisent. » Selon l'accord entre les États membres de septembre 2015 ayant abouti à la décision de « relocaliser » par quotas 160 000 réfugiés en Europe, 567 ont été assignés à Ljubljana et 60 ont été accueillis. « En Slovénie, c'est la politique des dominos. On attend de voir comment l'Autriche réagira. » Une chose est sûre : pas de nouveau « corridor humanitaire ».

Le 2 octobre, deux semaines après le sommet de Bratislava, la Hongrie organisera le référendum voulu par le gouvernement Orbán sur le plan européen de répartition des réfugiés dans les pays membres de l'UE. En Autriche, à la suite de l'invalidation du second tour de scrutin de la présidentielle par la Cour constitutionnelle, une nouvelle élection devait se tenir le même jour entre l'écologiste Alexander Van der Bellen et le candidat d'extrême droite Norbert Hofer. Mais elle a finalement été reportée au 4 décembre.

Quant à la Turquie, elle exige « d'ici octobre » que l'UE applique la libéralisation des visas : « Si Bruxelles ne s'engage pas d'avantage, nous serons contraints d'abandonner l'accord conclu le 18 mars concernant les réfugiés », a prévenu Ankara.

Belgrade-Skopje ?

La « route des Balkans » a officiellement fermé en mars 2015. En Macédoine — où quelque 200 réfugiés piégés dans deux camps, à Gevgelija (sud) et Tabanovce (nord), prennent leur mal en patience, apprennent le macédonien ou l'allemand, et attendent de pouvoir rejoindre des proches déjà installés dans un pays de l'UE —, les passages clandestins augmentent : 200 à 300 personnes par jour sont arrêtées et renvoyées en Grèce, selon la police macédonienne. Les contrôles ont rendu les déplacements plus difficiles, contraignant les candidats à l'asile à de longs et périlleux détours. Vols, passages à tabac, agressions à l'arme blanche sont redevenus monnaie courante, comme au printemps 2015.

Quant à la Serbie, elle risque de finir en cul-de-sac. « Nous avons l'armée et la police aux frontières, peut-être faudrait-il installer une barrière ou un obstacle », a déclaré le 14 septembre le ministre du Travail, Aleksandar Vulin, soulignant que le gouvernement devait prendre des mesures « drastiques » pour réduire le « flux incontrôlé de migrants économiques ». « Ils ne peuvent aller nulle part ailleurs en Europe. Il n'est pas question qu'ils restent en Serbie. »